

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**POLITIQUE DE TARIFICATION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DANS LES LYCÉES PUBLICS  
D'ÎLE-DE-FRANCE - 3ÈME RAPPORT**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a> .....	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a> .....	5
<a href="#">ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION</a> .....	8
<a href="#">Annexe - 1re avance de compensation régionale 2025-2026</a> .....	9

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet de proposer l'affectation d'autorisations d'engagement pour un montant total **3 234 649 €** dans le cadre des dispositifs relatifs à la politique de la tarification sociale de la restauration scolaire des lycées publics d'Île-de-France et du projet de restauration durable dans les restaurations scolaires, notamment, l'enveloppe pour les commandes d'approvisionnement de denrées par la SPL PARSEF Approv'Halles à destination des restaurations des EPLE de l'Académie de Créteil,

### **1- Affectation d'une enveloppe pour les commandes d'approvisionnement de denrées par la SPL PARSEF Approv'Halles à destination des restaurations scolaires des EPLE de l'académie de Créteil**

Dans le cadre de sa politique pour une restauration scolaire durable, la région Île-de-France, aux côtés du département de la Seine-et-Marne, a décidé de créer Approv'Halles. Cette plateforme d'approvisionnement de la restauration scolaire de l'Est francilien a un double objectif : favoriser la production, la transformation et la consommation de produits locaux et agir directement sur la qualité alimentaire des repas servis.

Les lycées de l'académie de Créteil (départements de Seine-et-Marne, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) sont concernés, par l'approvisionnement en denrées via Approv'Halles pour les repas servis à partir de la rentrée scolaire 2025 (Seine-et-Marne) ou de janvier 2026 (Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne).

Par conséquent, il est proposé d'affecter une enveloppe pour les commandes d'approvisionnement de denrées par la SPL PARSEF Approv'Halles à destination des restaurations des EPLE de l'académie de Créteil, pour la période allant jusqu'à l'été 2026, d'un montant de **3 000 000 €** d'autorisation d'engagement figurant sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 281 « Hébergement et restauration scolaires », programme HP281-001 (128001) « Aides aux élèves », action 12800101 « Aide à la restauration durable » du budget 2025.

### **2 - Affectation des dotations de compensation régionale afférentes à la tarification au quotient familial de la restauration scolaire des lycées publics d'Île-de-France**

Conformément à la délibération n° CR 23-14 du 14 février 2014 relative à la mise en œuvre de la politique tarifaire régionale, il vous est proposé d'attribuer les dotations relatives au versement d'une première avance de compensation régionale au titre de l'année scolaire 2025-2026 à **3** établissements concernés. Cette avance est égale au montant de compensation régionale calculée au titre du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année scolaire précédente. Cette avance permet de couvrir les besoins du premier trimestre de l'année scolaire correspondant à 40% de la compensation annuelle estimée.

Les dotations correspondantes dont l'affectation vous est proposée sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 281 « Hébergement et restauration scolaires », programme HP281-001 (128001) « Aides aux élèves »,

action 12800101 « Aide à la restauration durable » du budget 2025 s'établissent à : **11 781€**, au titre de la première avance 2025-2026 conformément à l'annexe 1 à la délibération ;

### **3. Affectation de la participation au profit de la restructuration de la demi-pension du collège Anna de Noailles qui accueille les lycéens de Gérard de Nerval à Luzarches (95)**

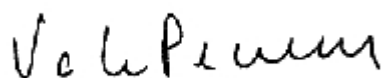
Dans le cadre de la restructuration de la demi-pension du collège Anna de Noailles à Luzarches qui accueille les lycéens de Gérard de Nerval, une convention entre le Département du Val d'Oise et la Région Île-de-France relative à la mutualisation du service de restauration a été signée s'agissant de la gestion, l'entretien et les modalités de gestion du service de restauration scolaire pour les lycéens et les collégiens, notamment sur le plan RH, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

A ce titre, la Région, dès lors que la demi-pension sera entièrement gérée par le Département, s'engage à participer financièrement au terme de l'année scolaire N aux dépenses de masse salariale et de prestations de service prises en charge par le Conseil départemental concourant au bon fonctionnement du service de restauration, constatées sur l'année civile de l'année N.

Par conséquent, il est proposé d'affecter un montant d'autorisation d'engagement de **222 868 €** au profit du département du Val d'Oise dans le cadre de la mutualisation du service de restauration du collège Anna de Noailles qui accueille les lycéens de Gérard de Nerval à Luzarches pour participer aux dépenses de l'année 2024.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## PROJET DE DÉLIBÉRATION

### DU 25 SEPTEMBRE 2025

#### POLITIQUE DE TARIFICATION DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DANS LES LYCÉES PUBLICS D'ÎLE-DE-FRANCE - 3ÈME RAPPORT

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** le code de l'éducation ;

**VU** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**VU** la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous ;

**VU** la délibération n° CR 117-08 du 20 novembre 2008 relative à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées ;

**VU** la délibération n° CR 23-14 du 14 février 2014 « renforcer le service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Île-de-France : vers une tarification plus juste, une qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace » ;

**VU** la délibération n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la politique de la ville – Orientations pour une nouvelle action régionale ;

**VU** la délibération n° CP 16-362 du 12 juillet 2016 relative à la réforme du service public de la restauration scolaire des lycées publics d'Île-de-France : évolution du cadre technique de mise en œuvre et du modèle de compensation régionale applicable à partir de la rentrée scolaire 2016 ;

**VU** la délibération n° CP 2018-541 du 21 novembre 2018 relative à l'évolution de la politique de restauration scolaire dans les lycées publics ;

**VU** la délibération n° CP 2019-110 du 19 mars 2019 relative à la politique de restauration scolaire dans les lycées publics – mars 2019 ;

**VU** la délibération n° CR 2020-044 du 24 septembre 2020 relative à la plateforme d'approvisionnement de la restauration scolaire de l'est francilien ;

**VU** la délibération n° CP 2020-468 du 18 novembre 2020 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des Lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 4<sup>ème</sup> année de mise en œuvre – 6<sup>ème</sup> rapport ;

**VU** la délibération n° CR 2021-001 du 4 février 2021 relative au plan régional pour une alimentation locale, durable et solidaire l'alimentation des franciliens : un enjeu de souveraineté, de santé et de relance ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-050 du 21 juillet 2021 pour une Région toujours plus solidaire ;

**VU** le rapport n° CP 2022-058 du 28 janvier 2022 relative à la politique de restauration scolaire dans les lycées publics - 1er rapport 2022 - Tarification - Marché d'urgence – Règlement FCRSH - Actions de généralisation des produits locaux et biologiques - Conventions d'hébergement ;

**VU** la délibération n° CP 2022-205 du 20 mai 2022 relative à la politique de tarification sociale de la restauration scolaire – 1<sup>ère</sup> avance et avances exceptionnelles – Projet de généralisation des produits locaux et bio – Evolution de la politique de restauration – Convention d'hébergement ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CR 2022-085 du 13 décembre 2022 relative à l'adoption d'une convention cadre 2023-2028 entre la Région et les EPLE ;

**VU** la délibération n° CP 2023-047 du 25 janvier 2023 relative à la politique de restauration scolaire dans les lycées publics – 1<sup>er</sup> rapport 2023 – Tarification – Marché d'urgence et matériels de restauration – Actions de généralisation des produits locaux et biologiques ;

**VU** la délibération n° CP 2023-256 du 5 juillet 2023 relative à la politique de tarification de la restauration scolaire dans les lycées publics franciliens. 1<sup>ère</sup> avance compensation 2023-2024. Avenant n°2 au contrat de concession. Projet de restauration durable. Poursuite modernisation calculatrice Equitables ;

**VU** la délibération n° CP 2024-118 du 28 mars 2024 relatif au bonus restauration durable. Aides régionales aux élèves pré et post bac. Tarification sociale de la restauration scolaire des lycées publics. Barème 2024-2025 de l'aide régionale à la demi-pension pour les élèves des lycées privés. Grille des tarifs de la restauration scolaire des lycées publics 2024-2025. Modernisation maintenance de la calculatrice de quotient familial. AMO contrat de concession restauration de certains lycées publics ;

**VU** la délibération n° CP 2024-361 du 15 novembre 2024 relative à la politique de tarification de la restauration scolaire des lycées publics franciliens - soldes de compensation 2023-2024 - modernisation calculatrice QF - avenant n° 3 du contrat de concession de service public restauration. SPL PARSEF recapitalisation. Missions accompagnement restauration durable ;

**VU** le budget de la Région d'Île-de-France pour 2025 ;

**VU** l'avis de la commission des lycées ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2025-270 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Décide d'affecter, une enveloppe pour les commandes d'approvisionnement des restaurations scolaires des EPLE de l'académie de Créteil, en denrées par la SPL PARSEF Approv'Halles, un montant de **3 000 000 €** d'autorisation d'engagement figurant sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 281 «

Hébergement et restauration scolaires », programme HP281-001 (128001) « Aides aux élèves », action 12800101 « Aide à la restauration durable » du budget 2025

**Article 2 :**

Approuve les dotations afférentes au versement de la première avance de compensation régionale, dans le cadre de la tarification sociale de la restauration scolaire, au titre de l'année scolaire 2025-2026 qui s'élèvent à **11 781 €**, conformément à la répartition figurant en annexe à la délibération.

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **11 781€**, disponibles sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 281 « Hébergement et restauration scolaires », programme HP281-001 (128001) « Aides aux élèves », action 12800101 « Aide à la restauration durable » du budget 2025.

**Article 3 :**

Décide d'affecter, selon la convention entre le Département du Val-d'Oise et la Région-Île-de France relative à la mutualisation du service de restauration du collège Anna de Noailles à Luzarches qui accueille les lycéens de Gérard de Nerval, un montant de **222 868 €** d'autorisation d'engagement, figurant sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 281 « Hébergement et restauration scolaires », programme HP281-001 (128001) « Aides aux élèves », action 12800101 « Aide à la restauration durable » du budget 2025.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## **ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION**



## **Annexe - 1re avance de compensation régionale 2025-2026**

## ANNEXE 1

CP 2025-270 du 25 septembre 2025

## TARIFICATION SOCIALE DE LA RESTAURATION SCOLAIRE

## DOTATIONS DE COMPENSATION REGIONALE - 1re AVANCE AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2025-2026

Code UAI	Code tiers IRIS	Type	Patronyme de l'établissement	Adresse	Code postal	Commune	Dotations de compensation régionale
0750770E	R3409	LP	ABBÉ-GRÉGOIRE (L')	70 BIS RUE DE TURBIGO	75003	PARIS 03EME	5 640 €
					1	établissements du 75	5 640 €
0780004F	R3665	LEGTPA	AGRO-CAMPUS SAINT GERMAIN-EN-LAYE-CHAMBOURCY	ROUTE FORESTIERE DES PRINCESSES	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	824 €
					1	établissements du 78	824 €
0941232D	R3518	LP	JEAN-MACÉ	103 RUE MIRABEAU	94600	CHOISY-LE-ROI	5 317 €
					1	établissements du 94	5 317 €
					3 établissements		11 781 €